Séance du Conseil Municipal du mercredi 2 février 2022 à 18h30

Présents : Mmes et MM Jean-Luc EBERHART, Michel ROUCHON, Michèle GABRIEL, Bernard HENTZ, Barbara MULLER, Dominique SCHWARTZ, Fabrice FEICHT, Soraya THIL, Patrick ZITT, Mike SCHMITT, Michèle KANY, Lucile HAMM, Carlo GRASSO, Isabelle ANTONY, Christine SPOHR.

Absents excusés : Ivonne GERLACH (a donné procuration à B. HENTZ), Claude HAUER (a donné procuration à JL EBERHART), Elisabeth TABACZINSKI (a donné procuration à Barbara MULLER), Jean-Luc PHILIPPE (a donné procuration à Mike SCHMITT).

Absents : ./.

Date de la convocation du Conseil Municipal : le 28/01/2022

1. ADMINISTRATION GENERALE, CONSEIL MUNICIPAL, MAIRE

1.1-Approbation du compte-rendu de la séance du 14/12/2021

Les conseillers municipaux sont invités à approuver le compte-rendu de la séance du 14 décembre 2021.

3. PERSONNEL

3.1- Protection sociale complémentaire : débat de l'assemblée délibérante

En application de l'article 4 III de l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique, le Conseil Municipal est tenu d'organiser un débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire avant le 18 février 2022 (par la suite, ce débat devra avoir lieu dans un délai de six mois suivant le renouvellement général des assemblées délibérantes).

Cette ordonnance vient renforcer la participation des employeurs publics à la protection sociale ; ainsi, à compter du 01/01/2025 en matière de prévoyance et du 01/01/2026 en matière de santé, la commune devra obligatoirement participer financièrement aux contrats souscrits par ces agents (labellisés ou issus d'une convention de participation).

Le risque prévoyance :

M. le Maire rappelle que la Commune adhère déjà à la convention de participation pour le risque prévoyance, proposée par le CDG 57 depuis le 01/01/2021, pour une durée de 6 ans. Le prestataire retenu est Collecteam-Allianz.

Le contrat d'assurance prévoyance est une assurance qui complète les droits statutaires de l'agent lorsque ce dernier se retrouve rémunéré à demi-traitement (au-delà du 3^{ème} mois de maladie). Il est souscrit par l'agent, qui bénéficie à ce jour d'une participation communale à hauteur de 15,17€ par mois pour un temps complet, proratisés suivant le temps de travail.

Le risque santé :

Le Centre de Gestion de la Moselle, compétent en la matière depuis le 01/01/2022, a décidé d'engager une démarche de mise en concurrence pour la mise en place d'une convention de participation pour le risque santé, avec effet au 01/01/2023.

En matière de santé, la protection sociale vient compléter les remboursements de la sécurité sociale :

- Sur les frais courants : médecins, pharmacie, laboratoire...
- Sur les frais d'hospitalisation,
- Sur les frais d'appareillage et de prothèses : optiques, dentaires, auditifs...
(Éventuellement sur d'autres frais médicaux ou paramédicaux : médecines douces, traitements ou prothèses non reconnues par la sécurité sociale...).

Le décret n° 2011-1174 du 08/11/2011 acte la participation financière dans la fonction publique territoriale et prévoit deux dispositifs de participation aux contrats de agents :

- La labellisation (contrat individuel) : dans cette hypothèse, l'aide sera versée à l'ensemble des agents ;
- La convention de participation, qui se traduit par une mise en concurrence qui peut être effectuée par le CDG 57 pour le compte de la Commune, permettant ainsi de sélectionner une offre répondant aux besoins propres des agents et remplissant les conditions de solidarité prévues par la loi. Dans ce cas, seuls les agents qui souhaiteront adhérer à la future convention collective, bénéficieront de la participation versée par la collectivité. La Commune peut prévoir la souscription obligatoire des agents à tout ou partie des garanties du contrat collectif.

Etat des lieux :

M. le Maire rappelle que les effectifs de la collectivité au 01/01/2022 :

Titulaires :	16
Contractuel de droit public :	2
Contractuel de droit privé :	2

Répartition par filière et par statut :

Filières	Fonctionnaires	Contractuels droit public + droit privé (emplois aidés)
Administrative	3	0
Technique	8	1
Culturelle	0	0
Sportive	0	0
Médico-sociale	3	0
Animation	2	3
Police	0	0
Total	16	4

Répartition par catégorie / âge / sexe :

Fonctionnaires et contractuels	Titulaires	CDD	Sexe	
			Femme	Homme
Catégorie A	0	0	0	0
Catégorie B	1	0	1	0
Catégorie C	15	4	11	8

Le Conseil Municipal :

- Prend acte des informations ci-dessus et notamment des enjeux de la protection sociale complémentaire liés à l'ordonnance du 17/02/2021 ;
- Propose d'associer la Commune à la procédure de mise en concurrence pour la passation d'une convention de participation réalisée par le CDG 57. Il prend note qu'avant toute adhésion, le Comité Technique devra être saisi.

3.2- Revalorisation de la rémunération d'un agent contractuel en contrat à durée déterminée

Le Maire,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux, notamment son article 136 ;

Vu la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 1-2 qui prévoit que la rémunération des agents contractuels sous contrat à durée déterminée fait l'objet d'un réexamen au moins tous les trois ans ;

Vu la délibération en date du 06/03/2019 créant l'emploi d'**adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe** pour une durée hebdomadaire de **26/35^{ème}**, rémunéré au **1^{er} échelon**, à compter du 01/04/2019 ;

Vu l'entretien d'évaluation en date du 02/02/2022 ;

Considérant que les résultats professionnels au regard des objectifs fixés à l'agent justifient la revalorisation de la rémunération de l'intéressée ;

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- De modifier la rémunération de l'emploi d'adjoint d'animation principal 2^{ème} classe en la calculant par référence à la grille indiciaire correspondant au grade d'adjoint d'animation principal 2^{ème} classe, sur la base du **3^{ème} échelon** à compter du 01/04/2022.
Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

3.3- Modification du temps de travail d'un emploi à temps non complet

Compte-tenu du nombre important d'enfants fréquentant la cantine en période scolaire, il convient de modifier la durée hebdomadaire de service de l'emploi correspondant,

M. le Maire propose de porter la durée de temps de travail de l'emploi d'Adjoint territorial d'animation à temps non complet créé initialement pour une durée de 13h07mn par semaine pour délibération du 30 mai 2008 à 14h52mn par semaine à compter du 01/02/2022.

Le Conseil Municipal :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés sur des emplois à temps non complet,

Vu le tableau des emplois,

Décide à l'unanimité :

- D'adopter la proposition du Maire ;
- De modifier le tableau des emplois,
- D'inscrire au budget les crédits correspondants.

5. BIENS

5.1- Achat d'un terrain à la famille SCHWARTZ / GLADEL

M. le Maire propose aux élus la promesse de vente signée le 27/01/2022 par M. Edmond SCHWARTZ, et ses enfants Gilbert SCHWARTZ et Anne épouse MICHELS, domiciliés à ROUHLING.

Ceux-ci souhaitent céder à la commune la parcelle sise section n° 04 n° 385 d'une superficie de 0,13 are.

M. le Maire propose d'acquérir ce terrain à l'euro symbolique.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- D'acquérir la parcelle ci-dessus à l'euro symbolique ;
- D'autoriser M. le Maire et l'adjoint délégué à rédiger et à signer l'acte administratif à intervenir ;
- De demander l'exonération des droits d'enregistrement et de toute autre perception au profit du Trésor en vertu de l'article 1042 du Code Général des Impôts (article 29-1 de la loi n° 91.662 du 13/07/1991) ;
- D'inscrire les crédits nécessaires au budget 2022.

6. FINANCES

6.1- Courrier du 20 décembre 2021 de la Chambre régionale des comptes grand est. Retrait d'assertions.

Le Conseil Municipal,

Vu sa délibération du 27 octobre 2021 par laquelle le Conseil municipal a constaté A TORT :

(1.) "*que la chambre s'est faite représenter par la SFIL pour rédiger son mémoire en défense auprès du tribunal administratif*" et que

(2.) "*cette pratique pose la question de la neutralité de la chambre*",

Vu le courrier du 20 décembre 2021 de la Chambre régionale des comptes grand est par lequel la Chambre demande de porter ledit courrier à la connaissance du Conseil Municipal et de retirer les deux assertions ;

Décide de répondre favorablement à la demande de la CRC.

6.2- Adoption du pacte financier et fiscal de la CASC

Sur rapport de Monsieur le Maire,

Vu la délibération n° 2021-11-25-02-1 du Conseil Communautaire en date du 25 novembre 2021 relative au pacte financier et fiscal,

Considérant l'utilité de mettre en œuvre de nouveaux dispositifs de solidarité,

Après avoir pris connaissance du diagnostic de territoire et des leviers d'action possibles,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- D'approuver le pacte financier et fiscal de territoire tel que joint en annexe à la présente délibération.

Etat précisé que certaines actions devront faire l'objet de délibérations concordantes et de conventions spécifiques entre la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences et la commune.

6.3- Cession de la maison d'habitation sise 1 rue des Roses

Le Conseil Municipal,

Sur le rapport de Monsieur le Maire,

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances,

Vu sa DCM du 23 septembre 2020 par laquelle le Conseil Municipal accepte la donation de la maison 1 rue des Roses ayant appartenu à feu Mme JUNG Marie Catherine,

Vu l'avis de service France Domaine en date du 03/11/2021 évaluant à 130 000€ la valeur vénale de ce bien,

Considérant que cette maison d'habitation 1 rue des Roses ne répond pas directement à un besoin d'intérêt général ou à un service public,

Décide à l'unanimité :

- De faire réaliser tous les diagnostics techniques nécessaires et obligatoires préalables à la vente de ce bien, pour un montant TTC estimé à 450€ (portés à 480€ si le diagnostic de l'état de l'installation gaz est requis et augmentés de 60€ en cas de prélèvement pour l'analyse d'un matériau susceptible de contenir de l'amiante conformément à la norme NFX 46-020) ; d'imputer ces frais au compte 2132 "immeuble de rapport" du BP 2022 ;
- De lancer la mise en vente de cet immeuble en fixant le prix de départ à 130 000€ net vendeur ; le produit de cette vente est à inscrire au BP 2022 chapitre 024 "produits de cessions d'immobilisations" ;
- D'autoriser M. le Maire à choisir, à l'issue des visites, l'offre la plus intéressante pour la Commune à faire valider par le Conseil Municipal ;
Les frais d'actes, droits et honoraires de notaire sont à la charge de l'acquéreur.

10. SPORTS, LOISIRS, CULTURE

10.1- Local place Boutiers-Saint-Trojan : avenant à la convention du 24/07/2019

Monsieur le Maire rappelle aux élus la convention signée le 24 juillet 2019 entre la Commune et l'Association des Bouchons de l'Espoir 57 relative à l'occupation du local communal place Boutiers-Saint-Trojan.

Après 2 ans d'occupation, les charges sont désormais connues, aussi il est proposé d'en modifier l'article 10 "Charges, impôts et taxes" par le biais de l'avenant proposé en annexe qui fixe les plafonds de la prise en charge de la consommation d'eau à 15 m3 et d'électricité à hauteur de 2000 kwh.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- D'autoriser M. le Maire à signer l'avenant à la Convention signée en date du 24/07/2019 entre la Commune et l'Association des Bouchons de l'Espoir 57.

10.2- Bilan 2021 des activités périscolaires

Le Conseil Municipal prend acte du bilan dressé par Mme Barbara MULLER, adjoint au maire en charges des Animations périscolaires et extrascolaires, qui retrace l'ensemble des activités proposées aux enfants de 6 à 16 ans au cours de l'année 2021.

11- INFORMATION DU CONSEIL

11.1- Prélèvements sur crédits anticipés

M. le Maire rappelle aux élus la délibération du 14/12/2021 l'autorisant à engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement avant le vote du BP 2022.

A ce titre, il leur fait part de l'achat de :

- Deux aspirateurs Rowenta auprès de DARTY pour un coût total TTC de 359,98€. Ces aspirateurs serviront aux agents en charge du nettoyage des écoles.
- D'une commande qui doit être passée pour remplacer 2 radiateurs à l'ECS ainsi qu'un radiateur aérotherme sur la scène de l'ECS ; l'adjoint en charge du dossier est dans l'attente des devis.

Les crédits seront inscrits au BP.

11.2- Arrêté préfectoral n° 2021-DCL/2-181

M. le Maire informe les Conseillers Municipaux de la teneur de cet arrêté pris en date du 28/12/2021 et portant mandatement d'office de la somme de 102 001€ relatif aux échéances du 01/08/2019 et 01/08/2020 de l'emprunt n° MPH243064EUR souscrit auprès de DEXIA (aujourd'hui CAFFIL-SFIL).

11.3- Acquisitions réalisées conformément aux crédits inscrits au BP 2021

Une commande a été passée auprès des Pépinières Ledermann-Mutschler à Krautersgersheim pour l'achat d'arbres qui ont été plantés à l'arborétum. La facture de 292.60€ TTC sera réglée sur les crédits inscrits au BP 2021 reportés en "restes à réaliser" sur l'exercice 2022.

Communications diverses

- Maison d'assistants maternels : le projet de MAM est à l'étude. Une première esquisse a été confiée à un architecte d'intérieur. Un bureau d'études chiffrera le coût des travaux. Les assistantes maternelles seront au nombre de trois. Elles pourront accueillir 12 enfants, dans les locaux d'une superficie de 130 m². Une fois tous les paramètres connus, le prix du loyer pourra être chiffré.
- Salle omnisports : une première réunion s'est tenue ce jour avec M. STIEBERT, architecte.
- Containers pour les apports volontaires de déchets (verre, recyclable et papier) : M. le Maire propose divers endroits envisagés pour l'installation des bennes (place du Marché, impasse Debussy, rue Coubertin, rue des Alizés, rue des Jardins, parking St Etienne, rue Blaise Pascal et rue des Prés).

La séance est levée à 21h40